



**COMPTE-RENDU DE LA CONFERENCE
ELECTRONIQUE SPLASH : « VERS DE
MEILLEURES POLITIQUES EN
MATIERE D'EAU : DANS QUELLE
MESURE UNE PRISE EN COMPTE
ACCRUE DES RESULTATS DES
TRAVAUX DE RECHERCHE PEUT-ELLE
APPORTER UNE CONTRIBUTION ? »**

Livrable 5.4

Avril 2008

<http://splash-era.net/index.php>

Financé par le 6^{ème} programme-cadre de la CE

Modifications du contenu			
Ce travail de qualité a été délivré et amendé comme suit :			
Révision	Description	Date	Signature
1	Projet	25/04/08	Julie Fisher
2	Version finale	01/05/08	Andy Cotton

Distribution : cf. liste des livrables du volet Description du travail 7.3	
R = Compte-rendu	R
O = Autre	
PU = Public	PU
PP = Limité à d'autres participants au programme (y compris les services de la Commission).	
RE = Limité à un groupe spécifié par le consortium (y compris les services de la Commission).	

Sommaire

1	Introduction	1
2	Conclusions de la conférence électronique	3
3	Conclusions et prochaines étapes	12

1 Introduction

Des lacunes ont été identifiées entre recherche, politique et pratique, à chaque stade de la conception, de la conduite et de la transmission des travaux de recherche aux décideurs politiques et praticiens, faisant ainsi obstacle à l'utilisation de la recherche. L'ERA-Net SPLASH cherche à aborder les problèmes posés par l'utilisation de la recherche en politique, au travers d'un échange d'expériences entre États membres de l'UE et pays en développement.

Ce compte-rendu décrit dans un premier temps les objectifs de la conférence électronique dans le cadre du projet SPLASH. Il fournit également des détails concernant le nombre d'inscrits et leurs pays d'origine, puis propose un résumé des discussions structuré autour des questions posées et du contenu abordé, à savoir le thème 1 – semaine 1, le thème 2 – semaines 2 et 3, et le thème 2 - semaine 4. Chacune de ces sections principales inclut le récapitulatif donné par les animateurs de la conférence à la fin de la phase de discussion à laquelle ils ont pris part.

Les conclusions de la conférence électronique sont destinées à orienter une série de consultations nationales sous forme d'ateliers. Ces ateliers devront se présenter comme des manifestations communes répondant aux exigences des volets 4.3 (comment engager les acteurs/intéressés dans le processus de prise en charge des connaissances) et 5.4 (améliorer l'application de la recherche à la théorie et la pratique politique) en termes d'informations. Par conséquent, un certain nombre de conclusions sont finalement tirées de ces discussions, et les prochaines étapes à accomplir sont mises en évidence, afin d'orienter les trois ateliers nationaux concernant le volet 5.4 du projet SPLASH.

1.1 Objectifs de la conférence électronique

Il est admis que, si et lorsque des connaissances résultant de travaux de recherche sont mises à disposition des décideurs et responsables de l'élaboration des politiques, et incorporées aux processus de prise de décision, on développe alors de meilleures politiques et de meilleures décisions. La conférence électronique visait à explorer ces liens entre les résultats des recherches et le développement de la politique sectorielle de l'eau, en engageant une vaste consultation des expériences et opinions pertinentes des parties intéressées. Les leçons positives, comme négatives, revêtent un caractère important dans le cadre de cette discussion.

Pour y parvenir, l'objectif global de la conférence consistait à découvrir dans quels domaines la recherche avait été incorporée avec succès (et avec moins succès) dans la politique sectorielle, et examiner les mécanismes soutenant ce processus d'incorporation.

Car si l'on parvient à définir des exemples de bonnes et mauvaises pratiques d'incorporation de la recherche dans le domaine politique, ainsi que les facteurs d'influence facilitant ou entravant cette démarche, on pourra alors orienter les directives à l'intention des chercheurs afin de garantir que les résultats de la recherche soient aisément accessibles pour les décideurs politiques, en termes de contenu, de format et de méthodes de diffusion appropriés. Ceci pourra également permettre de sensibiliser davantage les décideurs politiques aux avantages liés à l'inclusion des résultats pertinents de la recherche dans les fondements requis pour développer une politique sectorielle efficace en matière d'eau.

En outre, il est important de reconnaître deux aspects complémentaires du développement politique dans le domaine de l'eau et des installations sanitaires, à savoir :

- le contenu de la politique et la base de recherche ainsi que les fondements sur lesquels ce contenu s'appuie, et
- le processus suivi pour développer la politique (par ex. consultation des parties intéressées).

1.2 Termes et définitions

Afin de mieux comprendre la discussion portant sur une meilleure utilisation de la recherche dans l'élaboration de la politique, une définition des termes « recherche », « connaissances émanant de la recherche » et « politique » a été donnée.

- L'OCDE définit la recherche comme tout effort systématique visant à accroître la réserve de connaissances. Si cette recherche est entreprise pour orienter et influencer la politique publique, on la classifie en tant que recherche politique.
- La théorie de l'apprentissage social suggère que l'interaction sociale permet de parvenir à la connaissance ainsi qu'au sens partagé. Ainsi, dans le cadre du processus de transfert des résultats de la recherche dans l'élaboration de la politique, les connaissances émanant de la recherche ne sont pas uniquement transférées du domaine de la recherche vers le domaine de l'élaboration de la politique, elles sont également créées à l'interface entre la recherche et la politique, lorsque les résultats des travaux de recherche sont interprétés pour alimenter les décisions politiques. Par conséquent, les résultats de la recherche peuvent subir des modifications lorsqu'ils sont « traduits » et transférés.ⁱ
- Le projet EHP définit la « politique » comme « *l'ensemble des procédures, règles et mécanismes d'attribution fournissant une base aux programmes et services* ». Il s'en réfère ultérieurement aux documents politiques écrits, et emploie le terme « cadre politique » pour renvoyer au contexte plus vaste au sein duquel sont mises en application les initiatives (en matière d'installations sanitaires). Outre les lois, actes législatifs, décrets, règlements et directives officielles en vigueur, le cadre politique inclut également les inquiétudes politiques actuelles, telles qu'elles sont définies au travers des déclarations présidentielles, des promesses électorales et de l'activisme public.ⁱⁱ
- Le développement des politiques sectorielles (et pas uniquement des politiques nationales) au sein d'organisations spécifiques, par ex. au sein de la société civile, revêt également un caractère important et il est nécessaire de comprendre les processus de développement politique opérant au sein d'une ONG, entre elle-même et ses partenaires.

1.3 Processus de la conférence électronique

La conférence électronique a été hébergée sur le site Internet jiscmail et les archives sont disponibles à l'adresse <http://www.jiscmail.ac.uk/lists/SPLASH.html>. Ces informations ont été communiquées trois semaines avant le début de la conférence aux personnes associées au projet SPLASH et plus largement à celles travaillant dans le secteur, au travers de diverses listes de discussion électroniques. Le document contextuel, donnant un aperçu des principales raisons de tenue de la conférence et des questions traitées à cette occasion, a été distribué une semaine avant le lancement de la discussion. Des pistes de discussion parallèles étaient disponibles en anglais et en français, avec le document contextuel et les résumés des discussions de chaque semaine traduits et intégrés à la piste de discussion correspondant dans l'autre langue. La conférence électronique a été présidée par Kariuki Mugo (WSUP), avec le soutien logistique et la modération de Julie Fisher (WEDC). Deux

animateurs ont été nommés pour chaque thème de discussion central (un pour la version anglaise et l'autre pour la version française), chargés d'introduire les questions de la semaine et de fournir un résumé des discussions à la fin de cette période. Les animateurs pour la première semaine étaient Andrew Cotton (WEDC) et Amadou Hama Maiga (2ie), Andrea Leone (DG Europeaid) et Alioune Kane (UCAD) pour la deuxième semaine, et Darren Saywell (IWA) pour les semaines 3 et 4.

Cette conférence électronique était organisée autour de deux thèmes principaux.

- Thème 1 (semaine 1) :

Où en sommes-nous aujourd'hui et à quoi souhaitons-nous parvenir ? (en termes de connexion efficace entre recherche et développement politique).

- Thème 2 (semaines 2 - 4) :

Comment y parvenir ? (c.-à-d. comment pouvons-nous parvenir à une connexion efficace entre recherche et développement politique).

1.4 Participation à la conférence électronique

160 personnes au total se sont inscrites à la liste SPLASH@jiscmail.co.uk, créée dans le but d'héberger la conférence. Les inscrits étaient issus d'un large panel de pays dont l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Burkina Faso, le Canada, la République tchèque, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Indonésie, l'Italie, le Malawi, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle Zélande, la Fédération de Russie, l'Afrique du Sud, l'Espagne, la Suisse, la Turquie et le Royaume-Uni. 46 messages au total ont été envoyés par 26 inscrits, sans compter les animateurs de la conférence.

2 Conclusions de la conférence électronique

2.1 Thème 1. Où en sommes-nous aujourd'hui et à quoi souhaitons-nous parvenir ?

2.1.1 Thème 1, Semaine 1, Question 1

Question 1. Dans quelle mesure, selon vous, les liens entre la recherche et le développement de la politique sont-ils réalistes, réalisables et souhaitables ? La recherche devrait-elle s'inscrire dans ce cadre ou n'est-elle pas suffisamment pertinente à votre avis ?

Dans son introduction par rapport au premier thème, Cotton [3 mars] fait remarquer que les gouvernements et les donateurs cherchent toujours davantage à développer une politique basée sur des faits. Cela implique d'identifier les résultats essentiels influençant une mise en pratique réussie, de synthétiser les leçons tirées, de formuler une politique en matière d'eau et d'installations sanitaires d'une façon qui garantisse la prise en compte de ces leçons au travers d'un travail à l'échelle visant fournir des services en matière d'eau et d'installations sanitaires et une gestion plus efficace des ressources en eau.

Reed [3 mars] répond à cette question avec une certaine prudence, soulignant que les recherches nouvellement menées sont susceptibles de faire obstacle à ce qui est déjà en cours d'application. Biney [19 mars] souligne également qu'il conviendrait de mettre l'accent sur la recherche appliquée plutôt que sur la recherche hypothétique, car elle vise à résoudre des problèmes immédiats et potentiels. Hokka [18 mars] met par ailleurs en doute les efforts visant à placer la recherche au cœur de la mise en pratique des programmes, dès lors que les personnes à l'origine de ces démarches sont davantage des praticiens et d'autres intéressés. Toutefois, Bauder [4 mars] déclare que les résultats des recherches orientent systématiquement les processus de prise de décision, bien que ces décisions se doivent d'être rationnelles et fondées sur la confirmation de l'applicabilité pratique de ces recherches dans des situations concrètes.

Le fait que la propriété des travaux de recherche ne revienne pas aux gouvernements bénéficiaires est considéré comme un défi majeur (Kone, Fritsch et Olusia [6 mars]). Kone [4 mars] met en évidence le besoin de voir la politique comprendre que, dès lors que les investissements et les connaissances sont généralement initiés par le Nord, le développement de capacités locales ainsi que les programmes de recherche sont essentiels afin de soutenir cet investissement dans le secteur de l'eau et des installations sanitaires. Fritsch [5 mars] argumente en faveur d'une stratégie de recherche nationale menée sur le long terme, visant à garantir que cette recherche est de bonne qualité et accessible localement, et pas uniquement destinée à des journaux évalués par les pairs. La politique de la WRC à l'égard des taxes sur l'eau signifie qu'il existe une bonne synergie entre les chercheurs, les décideurs et les intervenants locaux, en tenant à disposition les résultats des travaux de recherche.

Des exemples des connexions essentielles requises sont suggérés :

- Mugo [6 mars] : Les connexions font défaut entre la recherche, la politique et la pratique, si bien que les chercheurs n'informent nullement les décideurs et les praticiens, et les décideurs ne disposent d'aucun mécanisme pour établir un lien entre leur travail et celui des praticiens et chercheurs. Les praticiens ne voient pas leur travail contribuer à la formulation des politiques, et ils n'apprécient pas non plus la contribution apportée par la recherche dans le cadre de la planification.
- Monta [10 mars] : Il est nécessaire d'établir des liens entre les ONG du secteur et les chercheurs, de manière à pouvoir appliquer les résultats des recherches à plus grande échelle. Chaque ONG appliquant ces résultats devrait disposer de partenaire(s) issu(s) de la communauté scientifique et vice versa.
- Awuah [7 mars] : Un exemple est donné d'implication de parties intéressées dans le développement de programmes universitaires. Ces collaborations accélèrent l'application des travaux de recherche. L'Alliance d'apprentissage SWITCH a contribué à identifier les besoins en matière de recherche.
- Taylor [10 mars] décrit comment, en tant qu'acteur dans le cadre du développement, il a éveillé l'intérêt des universitaires, dont le travail pouvait ensuite être appliqué dans la pratique. La manière d'y parvenir consiste à assurer que vous sachiez qui sont les principaux acteurs au travers de la mise en réseau. Taylor [14 mars] souligne ensuite la difficulté à identifier les décideurs politiques. Il met également en avant que le délai pour exercer un réel impact sur la politique peut être de 5 à 10 ans.

Les autres éléments considérés par les participants comme essentiels à l'égard de la politique sont les ressources adéquates (humaines et financières) (Reed [3 mars]), sans lesquelles il serait impossible de mettre en œuvre la politique avec succès. Une autre considération importante ajoutée

par Hussain [4 mars] réside dans la méthodologie de recherche utilisée, en s'appuyant sur l'exemple de la recherche participative, qui accroît le degré de reproductibilité.

L'idée de créer des forums/plates-formes de dialogue spécialisés afin d'établir des liens entre la recherche et les institutions politiques a trouvé un soutien considérable. Awuah [5 mars] et Eduvie [6 mars] ont proposé que les agences gouvernementales prennent en charge l'évaluation des résultats de la recherche et les recommandations relatives à leur application. Taylor [14 mars] a recommandé la création d'une « seconde chambre » de parlements et universités, qui pourrait avoir un rôle dans le cadre de la planification à long terme. Ceux-ci devraient également tenir compte des communautés et municipalités (ONG) afin de reconnaître l'environnement, la culture, les préférences et les réalités économiques dominant localement (Taylor [17 mars]).

Les exemples de plates-formes de dialogue dont nous disposons incluent le Science and Technology Policy Research Institute du CSIR (Ghana) (Boney [19 mars]). Hartveld [20 mars] cite l'exemple des plates-formes de dialogue locales avec les organisations collectives (CBOs) et les offices responsables des eaux (water boards) au niveau régional ainsi qu'à l'échelle des fédérations d'associations. On peut tirer des leçons de l'engagement des CBOs dans la connaissance agricole, dès lors que des liens similaires avec les réseaux de CBOs sont essentiels afin d'appuyer la planification ascendante. Les comités directeurs de projets (composés de chercheurs, décideurs et praticiens) excluent généralement les CBOs ; les plates-formes de dialogue politique devraient par conséquent les inclure afin de surveiller la mise en œuvre du projet et formuler des recommandations au sujet de l'environnement favorable à cet égard.

Kone [20 mars] rejette l'idée d'institutions régionales ou internationales de recherche afin de connecter la recherche à la politique, favorisant plutôt une action au niveau national (Réseau pour la facilitation de la prise en charge des résultats de la recherche - Network for Facilitation of Uptake of Research Findings, NFUR), telle que la WRC en Afrique du Sud et le CREPA en Afrique de l'Ouest. Le service public sanitaire sénégalais constitue un exemple de plate-forme nationale de ce type, avec une définition des besoins en recherche au travers de l'interaction avec les intéressés, et les résultats dans les activités de formation locales, la conversion des résultats en recommandations pratiques et des entretiens réguliers avec le conseil d'administration du service. Le NFUR soutient les universités dans le développement de programmes et la soumission d'opportunités de recherche, suscitant ainsi des liens étroits avec la recherche dans le secteur du développement.

2.1.2 Thème 1, Semaine 1, Question 2

Question 2. Donnez des exemples de développement politique dans les domaines des ressources et de l'approvisionnement en eau ainsi que des installations sanitaires, auxquels vous avez participé ou dont vous avez connaissance. Si vous connaissez certains développements de ce type, précisez :

- le processus de détermination du contenu de la politique
- quels étaient les principaux intéressés impliqués dans le processus
- l'étendue de la participation de la communauté de chercheurs à ce processus
- l'impact connu des résultats de la recherche sur le développement politique.

En citant l'exemple de développement politique du DFID (Department for International Development), Cotton [4 mars] a suggéré que la recherche ne soit pas directement appliquée, essentiellement en raison du manque de « théories universelles » liées à la gestion des installations sanitaires ou des

ressources en eau. Par conséquent, ainsi que l'a démontré le développement de la politique du DFID, il convient d'intégrer à la politique les connaissances émanant des travaux de recherche mais aussi la pratique. L'importance des faits scientifiques (et il ne s'agit pas uniquement des nouvelles recherches menées) réside dans le fait de fournir un ensemble de faits vérifiables, par opposition aux faits tirés de sources non confirmées.

Plusieurs exemples ont été proposés concernant les développements politiques réussis basés sur des faits et les raisons d'une telle efficacité :

- Hussain [4 mars] : Le projet pilote d'Orangi a pu être reproduit au Pakistan, et ce grâce à une approche de partage de composants.
- Kone [4 mars] : Les projets menés au Vietnam et au Sénégal ont facilité les relations entre les décideurs politiques, les chercheurs et les bénéficiaires. On a ainsi pu identifier des questions clés en matière de recherche ainsi que des besoins en formation, des cours ont été initiés et une politique nationale a été formulée en la matière.
- Olusina [6 mars] : Le Projet NORWASP d'adduction d'eau et d'assainissement dans le nord du Ghana, financé par l'ACDI, a intégré au programme des éléments liés au renforcement de capacité, à la recherche et au développement. En conséquence, des essais à grande échelle ont été menés avec des pompes sur le terrain, la première tarification rurale sur une pompe à main a été instaurée au Ghana, et un programme d'entretien décentralisé a été lancé.
- Vijselaar [7 mars] : Le projet Safe Water Systems (systèmes d'approvisionnement en eau potable) en Afghanistan a bénéficié de partenaires tels que le Ministère de la santé publique (MoPH) et le Groupe sectoriel sur l'eau du Ministère de la réhabilitation rurale et du développement rural (MRRD), ainsi que d'autres organisations du secteur. Les résultats de recherches ont été incorporés à des documents politiques, bien que l'établissement de recommandations et la production de documents à partir de ces résultats soit un processus assez long.

2.1.3 Résumé du thème 1 (Andrew Cotton)

1. Comprendre les processus

Le besoin de comprendre et d'investir dans des processus qui rassemblent - et maintiennent l'unité – des divers intéressés apparaît comme évident. Concernant le développement de la politique, on peut soutenir que le « processus » de développement est au moins aussi important que le « contenu ». Il est manifestement nécessaire pour les « catalyseurs » de garantir que ce besoin soit satisfait, dès lors que les incitations poussant les chercheurs à communiquer avec les décideurs politiques semblent peu nombreuses. Pour ce qui concerne l'Éthiopie, les chercheurs n'ont pas participé, alors même qu'un siège leur était offert autour de la table.

2. Identifier les barrières

Certains participants ont également soutenu qu'il s'agissait-là de la résultante d'une « vision tunnel » – selon laquelle les chercheurs, notamment, ne se tournaient pas suffisamment vers l'extérieur et ne réalisaient pas la contribution potentielle qu'ils pouvaient apporter. Ainsi, des barrières sont dressées, et pas nécessairement de manière délibérée, laissant supposer qu'aucun des groupes ne voit forcément les avantages de ce qu'il a à offrir.

3. Tirer des leçons

Une question importante a néanmoins été soulevée : les individus sont-ils vraiment préparés à « tirer des leçons » de ce qui s'est produit par le passé ? Ou continueront-ils à répéter les mêmes erreurs ? Il s'agit-là d'une question sérieuse, compte tenu de l'importance systématiquement accordée à « l'apprentissage des leçons » tirées de l'expérience. Ces leçons sont multiples, mais sommes-nous préparés à apprendre d'elles ?

4. Investir

Le cas de la WRC South Africa illustre bien les aspects positifs de la compréhension du besoin envers des « processus » rassemblant chercheurs/praticiens/décideurs politiques et, par la suite, de l'investissement dans de tels processus [Bhagwan, 11 mars]. Le cadre de conduite de la recherche se concentre positivement sur la manière dont exploiter au mieux les résultats. L'expérience positive connue au Royaume-Uni – bien qu'il s'agissait d'une activité « isolée » – a indiqué que la recherche orientait les principes sous-jacents sur lesquels se basait ultérieurement la politique.

5. Un ordre du jour conduit de l'extérieur

Plusieurs participants font part d'une vive inquiétude – on peut même dire qu'ils tirent un signal d'alarme. Cette inquiétude se rapporte au fait que l'ordre du jour soit conduit de l'extérieur par les agences donatrices et les chercheurs en dehors du pays. Si la propriété des travaux de recherche et de leurs résultats n'est pas clairement établie, il est peu réaliste de s'attendre à ce que les résultats soient appliqués, et encore moins à ce qu'ils parviennent jusqu'au domaine politique, qui jouit ensuite de la légitimité pour les appliquer à l'échelle.

2.2 Thème 2. Comment y parvenir ?

2.1.2 Thème 2, Semaine 2, Questions 3, 4 et 5

Question 3. Comment les chercheurs, les financeurs et les décideurs politiques peuvent-ils identifier la recherche dite « utile », selon les deux niveaux suivants :

- La recherche, qui vise à répondre aux problèmes immédiats et « connus » ?
- La recherche, qui vise à se tourner vers l'avenir et identifier les questions éventuelles qui nécessiteront de solides fondements en vue de l'élaboration de politiques ?

Question 4. Comment les chercheurs, les financeurs et les décideurs politiques peuvent-ils parvenir à une connexion plus efficace entre recherche et développement politique, en termes de définition de l'ordre du jour dans le domaine scientifique ? Par ex. :

- Qui doit prendre part à l'élaboration de l'ordre du jour ?
- Comment garantir que la recherche soit conduite conformément à la demande des utilisateurs/bénéficiaires potentiels de la recherche proposée.

Question 5. Que peuvent entreprendre les chercheurs, les financeurs et les décideurs politiques pour y parvenir en termes de mise en application des résultats des travaux de recherche ? Par ex. :

- Impliquer les intéressés : lesquels, et de quelle manière ?
- Participation de la communauté de chercheurs : existe-t-il des mécanismes (autres que la publication formelle, dont le délai est très important) au niveau national, régional et international permettant aux chercheurs de transmettre le « travail en cours » ?
Recours à des méthodologies appropriées intégrant les groupes intéressés pertinents.

Hussain [10 mars] souligne que les phases de recherche et d'application des résultats doivent être réunies, plutôt que séparées en deux phases distinctes. Le projet de recherche mené au Pakistan dans le cadre d'études sur l'eau, les installations sanitaires, la santé et l'hygiène (Water, Sanitation, Health and Hygiene Studies) se décompose en deux phases, l'une consacrée à l'expérimentation, et l'autre aux applications successives dans le cadre d'une phase d'extension marquée par un changement de personnel et une consultation réduite du travail conduit à l'origine.

On a constaté que l'importance du dialogue entre plusieurs intéressés constituait la clé pour aborder les questions ci-dessus. Biney [19 mars] par ex., déclare que les problèmes liés à la recherche devraient être définis en collaboration avec les décideurs politiques et d'autres intéressés. La plateforme ne devrait alors pas uniquement rechercher les utilisateurs finaux des travaux de recherche, mais aussi faciliter la définition des problèmes y afférents. Taylor [14 mars] et Bury [17 mars] mettent également en avant l'importance de l'implication des intéressés (décideurs) au travers d'un apprentissage et d'une action axés sur la participation. Leone [18 mars] est partisan d'un dialogue entre plusieurs intéressés initié au niveau national, qui respecte les conditions locales. Ce point est aussi défendu par Monta [18 Mar] ; les liens entre la recherche et la politique sont insuffisants et il est nécessaire d'impliquer les institutions chargées d'appliquer les résultats de la recherche ainsi que les intéressés de la communauté. Vient s'ajouter le besoin de renforcer la capacité institutionnelle et municipale locale, comme le démontre l'exemple cité par Ba [13 mars].

Plusieurs exemples ont été donnés concernant un partenariat entre chercheurs, financeurs de la recherche et décideurs politiques, qui avait permis de réussir à identifier les problèmes liés à la recherche, ainsi qu'à développer et appliquer un ordre du jour :

- Endeshaw [11 mars] a cité en exemple le projet RIPPLE et son alliance régionale axée sur l'apprentissage et la pratique (Learning and Practice Alliance, LPA), organisée autour des trois thèmes de recherche du projet. Les membres de la LPA sont issus d'organisations œuvrant dans le domaine de l'eau, de la santé, de l'éducation et des finances, ainsi que d'organisations universitaires, d'OG et d'ONG. La LPA propose des recommandations de problèmes à étudier, des évaluations et des solutions. Les chercheurs sont également membres de la LPA.
- Hokka [18 mars] : Un projet sud-africain sur l'aménagement du territoire est parvenu à impliquer les municipalités locales et les décideurs politiques régionaux en travaillant avec les planificateurs urbains et les ministères provinciaux.
- Raiss Shaghghi [18 mars] : L'implication locale et la sensibilisation du public en vue de persuader les autorités locales et les entrepreneurs à travailler conjointement constituent la clé du développement de regroupements (« cluster development »). Il est aussi important de mettre en œuvre une stratégie de sortie du regroupement afin de permettre aux intervenants locaux de maintenir ce regroupement.
- Kone [20 mars] : Le programme de partenariat scientifique nord-sud (NCCR) initié en Suisse est un bon exemple de relation établie entre des chercheurs et des financeurs et ayant conduit à l'application des résultats issus des travaux de recherche. Ce programme s'est essentiellement concentré sur la recherche de niveau maîtrise de sciences ou doctorat, et a instauré un financement soutenant l'application des résultats et un engagement plus poussé de la part des intéressés.

On peut également citer les exemples moins brillants du dialogue entre les pays adhérant à l'Initiative européenne sur l'eau (EUWI) en Éthiopie, qui n'est pas parvenu à impliquer les universités locales et la communauté scientifique internationale, ce qui indique que le pays n'éprouvait pas de réel intérêt par rapport à cette initiative. Et ce en dépit du fait que les universités se plaignent de l'insuffisance des liens existant entre recherche et développement politique (Leone [6 mars]).

2.2.2 Thème 2, résumé de la Semaine 2 (Andrea Leone)

1. Le besoin d'interfaces

Les deux mondes communiquent dans deux langues différentes et il est nécessaire de créer une sorte d'interface afin de traduire les résultats de la recherche dans le langage bureaucratique du processus de développement politique. Il s'agit-là d'une combinaison entre approche politique et approche technique. Pour cette raison, les décideurs devraient être capables de comprendre, à un certain niveau, les questions techniques et scientifiques, pour être en mesure de les traduire sous forme de politiques. Rapprocher ces deux mondes exige un effort considérable pour améliorer la communication, la confiance et le soutien mutuel entre les différents acteurs. Une des idées proposées réside dans l'identification des institutions officielles établies en tant que passerelles entre les décideurs politiques et les chercheurs.

2. L'accès aux bons interlocuteurs

Du point de vue des chercheurs, il semble possible d'identifier les bons interlocuteurs du monde scientifique pour une question spécifique, par le biais d'outils tels que Scirus (www.scirus.com) et Google Scholar, mais il semble très complexe pour eux d'identifier les bons interlocuteurs et leurs

priorités dans la communauté des donateurs et parmi les décideurs politiques. Les acteurs actifs dans le domaine du développement, tels que les donateurs et les ONG, ainsi que les décideurs politiques, tels que les fonctionnaires gouvernementaux, ne sont probablement pas toujours familiers d'outils comme Scirus et Google Scholar, il conviendrait donc d'examiner cette question.

3. L'accès aux informations

On affirme que de nombreuses informations sur les résultats de travaux de recherche sont déjà disponibles mais probablement mal structurées, difficilement accessibles et mal diffusées. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication constituent déjà un soutien à la gestion de l'information, mais il est encore nécessaire d'établir une stratégie sectorielle commune destinée à la gestion des connaissances.

4. La culture de la réelle collaboration

La culture de la réelle collaboration, dans le sens d'un apprentissage et d'un partage communs entre le gouvernement, le secteur non gouvernemental, le secteur privé et la société civile, est encore assez restreinte. Cette « culture de la collaboration » qui fait défaut constitue un obstacle au sein du secteur du développement, et toute une série d'initiatives traitent de ce problème.

5. Approches participatives et alliances d'apprentissage

L'approche participative est considérée comme une étape fondamentale vers le rapprochement entre développement politique et recherche. Dans ce cas, les alliances d'apprentissage sont considérées comme une solution pour accroître les opportunités et améliorer la qualité de collaboration. Bury [11 mars] propose plusieurs liens en guise de référence à l'adresse <http://del.icio.us/pjbury/learning-alliances>. La recherche-même est conduite par les parties prenantes, les équipes de recherche, et tous les autres membres de l'alliance (LPA, Learning and Practice Alliance), au travers d'un processus de consultation continue. Il est également fondamental de procéder à un suivi général et une stratégie d'évaluation du mode de conduite du dialogue et de l'exécution avec les parties prenantes, dans le but d'améliorer la collaboration et l'impact de l'approche participative.

6. Collaboration et TIC

On suggère que les nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication représentent l'un des outils les plus importants pour traiter des problèmes de collaboration, et également réduire les coûts y afférents. La mise en réseau en ligne lance le défi de savoir comment communiquer les nouvelles idées émergentes aux décideurs politiques, praticiens et autres chercheurs. Il est possible d'améliorer la collaboration et de réduire les coûts en trouvant le bon équilibre entre les méthodes de collaboration réelles et virtuelles (c.-à-d. Skype, courrier électronique, intranet et extranet, sites Internet de collaboration et interactifs (Wiki et blogs), Google Groupes et, pour les bandes passantes suffisamment larges, des plates-formes de collaboration électronique à part entière).

7. La communication

Le rapprochement entre la recherche et le développement politique est perçu comme fortement lié à l'amélioration de la communication des résultats de recherche. Certains exemples de meilleures pratiques allouent une partie du budget de la recherche (10 % par ex.) aux questions liées à la communication et à la diffusion des résultats. De même, une meilleure communication des résultats aidera les décideurs politiques à identifier et connaître les questions techniques et scientifiques éventuellement pertinentes dans le cadre politique.

8. La recherche comme référence pour le développement

Le montant des financements accordés à la recherche n'est pas aussi important que le degré de coordination entre les chercheurs et les partenaires chargés d'appliquer les résultats des recherches. On accepte que le réel objectif des projets financés par des donateurs et du travail des ONG ne puisse exercer un impact direct considérable sur le secteur. Il est davantage destiné à soutenir le développement de modèles de référence que les gouvernements nationaux pourront ensuite reproduire.

2.2.3 Thème 2, Semaines 3 et 4, Question 6

Question 6. Que peuvent faire les chercheurs et les financeurs pour y parvenir en termes de communication de leurs travaux de recherche ? Par ex. :

- **Sensibilisation initiale et périodique par rapport au domaine de la recherche**
- **Élaboration de rapports sur la recherche : contenu approprié, langage et formats**
- **Diffusion des résultats : modes de diffusion appropriés ciblant les décideurs politiques**
- **Contrôle et évaluation de l'impact des résultats de la recherche sur le développement politique.**

Reed [18 Mar] établit comme principe général que, quels que soient les contenus disséminés, ils se doivent d'être pertinents et de faciliter la tâche des décideurs, plutôt que de se concentrer sur des questions qui ne les concernent pas directement.

Saywell [17 mars] nous a rappelé les principales recommandations tirées du travail de recherche intitulé « Spreading the Word », traitant de la déconnexion entre les incitations fournies par les institutions afin que les chercheurs publient leurs travaux, et les besoins des praticiens sur le terrain.

Il s'agissait notamment :

- De planifier et d'intégrer une stratégie de diffusion des travaux de recherche dans l'ensemble du cycle de vie d'une recherche, plutôt que de fournir un supplément en fin de projet
- D'utiliser un modèle en cascade pour les productions scientifiques, montrant des détails, une complexité et une spécialisation technique croissants, ainsi que cela s'impose pour un public toujours davantage sophistiqué et techniquement dépendant
- D'identifier et d'évaluer les besoins en information et les productions scientifiques écrites pour divers groupes cibles
- D'utiliser une multitude de modèles de diffusion pour transmettre les travaux de recherche.

Giupponi [17 mars] a évoqué les conclusions plus récentes d'un atelier intitulé « La GIRE à travers la coordination, la diffusion, et l'exploitation des résultats de recherches » conduit par les deux projets de recherche financés par l'UE (Nostrum-DSS et INECO), incluant des représentants de projets de recherche, d'institutions internationales, des intéressés locaux ainsi que la Commission européenne. Les principaux résultats concernaient notamment les problèmes liés à la fragmentation et à la communication des activités de recherche, l'interface de communication entre la science et la politique, la diffusion des produits, l'adaptation aux contextes locaux, et l'exploitation des résultats de recherches.

Taylor [18 mars] suggère une approche moins conventionnelle en appliquant les méthodes marketing privilégiées par le monde des affaires (rechercher le public cible et répondre aux besoins perçus via leurs voies de diffusion privilégiées).

2.2.4 Thème 2, résumé des Semaines 3 et 4 (Darren Saywell)

1. Manque de positivisme

On dispose de peu d'expériences pour donner des exemples de liens entre chercheurs et organes de financement scientifique (en dépit de l'exception notable soulevée par Koné [20 mars] : le partenariat scientifique nord-sud NCCR). Mais les nouvelles ne sont pas toutes mauvaises – on retrouve certaines plates-formes crédibles reliant la politique dans le domaine de la recherche (citation de Kumar [20 mars] en Inde) et les praticiens de ce même domaine (citation de Koné [4 mars] au Sénégal).

2. Décalage dans le temps

Tandis que le groupe a cherché à souligner l'importance d'établir un lien entre les chercheurs et la politique, et mis en avant que ce lien devait ensuite conduire à des résultats pratiques pour en assurer la crédibilité, certains avertissements ont été donnés, en particulier en ce qui concerne la lenteur du processus d'application des décisions (qui peuvent rendre les initiatives obsolètes) et le problème lié à la tentative de mise en pratique d'une interprétation « unique » de la recherche dans un pays ou une région marquée par des variations spatiales / culturelles considérables.

3. Des interfaces intéressantes

La capacité des plates-formes de chercheurs-praticiens-utilisateurs à opérer efficacement est fonction des compétences de ces intéressés en termes de communication et d'appréciation d'autres contextes et perspectives. Reed [18 mars] soulève la question de la langue de communication comme étant aussi importante que les formes plus mécaniques de diffusion (c.-à-d. le format, la longueur, le style), et cite comme exemple typique l'importance de la politique du genre expliquée aux ingénieurs. On apprend que les résultats des recherches doivent faciliter la tâche de ceux qui les utilisent. Ceci incitera à prendre en compte la recherche elle-même.

4. Cycles suivis

Koné [20 mars] a clairement établi que nous ne devons pas prôner la création de nouvelles structures afin d'améliorer la communication de la recherche à l'égard de ses utilisateurs potentiels. Le message préconisait d'utiliser les structures en place (le CREPA, la Commission de recherche sur l'eau (WRC) et d'autres organes ont été soulignés) – bien que nous ayons quelque peu omis ce point en discutant de la meilleure manière de rendre ces types d'organisations plus efficaces en termes d'interaction et de communication de la recherche. Comment accroître l'impact des organisations existantes ?

5. Suivi et évaluation

Aucune véritable réaction n'a été émise quant à la manière de surveiller et évaluer l'impact des résultats de la recherche sur le développement politique. Cette question semble toujours sans réponse...

3 Conclusions et prochaines étapes

Les discussions menées lors de la conférence électronique SPLASH ont fait naître certaines pistes importantes à explorer à l'occasion des consultations et des ateliers nationaux ultérieurs. Même si l'on relève certains exemples d'application réussie des résultats de recherches dans le cadre du développement politique ainsi que des liens entre l'identification, la planification et la mise en pratique de la recherche en faveur du développement politique, on peut encore soutenir qu'il est nécessaire d'en apprendre davantage sur la manière dont ceci pourrait fonctionner et sur les exigences à satisfaire pour y parvenir efficacement. Des participants évoquent en outre un certain nombre de barrières, d'exigences et d'outils existants et potentiels se rapportant à la prise en charge des résultats de recherches dans le cadre du développement politique, soulevant par là-même les questions suivantes :

- quelles **incitations** permettraient de rassembler les intéressés et comment surmonter les **barrières** s'opposant actuellement à ce processus, par ex. des investissements suffisants, l'absence d'une « culture de la collaboration », la lenteur du processus d'application des décisions ? ;
- comment assurer les **conditions préalables** à la création de cette interface, par ex. en rehaussant l'impact des structures en place, en améliorant la communication et la diffusion des informations, en identifiant les bons interlocuteurs, en se servant des approches participatives et des TIC ? ;
- comment réaliser les **bénéfices** potentiels d'un tel processus, par ex. en termes d'apprentissage de leçons, de suivi et d'évaluation de l'impact des résultats de recherches sur le développement politique ?

Les ateliers nationaux auront pour but d'explorer le potentiel de création d'un forum politico-scientifique sur l'eau et les installations sanitaires. Les domaines spécifiques examinés dans le cadre des ateliers se concentreront sur les diverses modalités d'un forum, comme l'évoquent les questions ci-dessus.

On relève du reste un besoin évident envers un niveau de compréhension plus profond et plus vaste au niveau national, concernant les processus impliqués dans les prises de décisions politiques et le développement stratégique des deux groupes distincts identifiés dans le cadre de la conférence électronique – la communauté scientifique et les décideurs politiques. Les chercheurs et les décideurs politiques pourraient opter pour un niveau plus poussé d'investigation au cours des ateliers, en traitant :

- des processus d'identification et d'appropriation **des questions d'importance nationale en matière de recherche** ;
- des processus d'appropriation et d'incorporation des **tendances mondiales et régionales dans le domaine politique et stratégique** ;
- des processus de maintien **d'une sensibilisation plus vaste** et des résultats de recherches dont la pertinence s'est déjà avérée à ce niveau.

En se concentrant sur ces domaines spécifiques, les ateliers contribueront à faire avancer la réflexion afin d'aboutir à un forum politico-scientifique de ce type.

3.1 Évaluation de la conférence électronique

À l'issue de la conférence électronique, les inscrits ont été invités à remplir un bref questionnaire d'évaluation. Les commentaires apportés quant aux leçons tirées de la conférence soulignent les conclusions établies et renforcent encore le besoin d'une plus grande compréhension :

- « Les toutes dernières techniques de conférence ! - pas aussi éloignée que je le pensais »
- « Les défis en termes de recherche et de politique sont très similaires dans le monde entier »
- « Cette coordination entre les décisions politiques et la recherche peut être complexe, notamment dans le tiers monde »
- « Cette communication entre décideurs politiques et chercheurs est très importante, tout comme la participation des intéressés dans le cadre de ce processus »
- « On note encore nombre de « bonnes » (=pas si bonnes) vieilles attitudes.

ⁱ Nutley, Sandra, Isabel Walter and Huw T.O. Davies (2007) : using Evidence. How research can inform public services. Policy Press, University of Bristol, UK.

ⁱⁱ Elledge, M.F. ; Rosensweig, F. and Warner, D.B. (2002). Guidelines for the assessment of national sanitation policies (EHP strategic report ; no. 2). Arlington, VA, USA, EHP.